

## **Procès verbal de désaccord : Négociation du 22/09/2016 relative au positionnement de la Journée de solidarité pour l'année 2017 chez SCHINDLER France**

A l'issue de la réunion de négociation du 22/09/2016, les parties ont constaté leur désaccord. Conformément à l'article L2242-4 du code du travail, si au terme de la négociation aucun accord n'a été conclu, il est établi un procès-verbal de désaccord dans lequel sont consignées les propositions des parties en leur dernier état et les mesures que l'employeur entend appliquer unilatéralement.

**Les propositions étaient les suivantes :**

### **1. Propositions de la Direction :**

- Le lundi de Pentecôte est un jour férié et chômé.

La fixation de la journée de solidarité se fera selon l'une des modalités suivantes :

- Suppression d'un jour de RTT pour :

- Les techniciens modulation réseau
- Les techniciens modulation MDC
- Le personnel de bureau non cadre, et cadre intégré à l'horaire collectif de travail

- Augmentation du forfait jours des cadres non intégrés à l'horaire collectif de travail de 215 à 216 jours travaillés

- Salariés à temps partiel :

Chaque salarié travaillera un jour précédemment non travaillé (maximum 7 heures)

### **2. Propositions des organisations syndicales :**

- CFDT : Journée offerte par l'entreprise
- CGT : Journée offerte par l'entreprise

### **3. Les mesures applicables pour 2017 seront les suivantes :**

- **Personnel de Bureau**

- Rappel de l'accord "35 heures" Schindler de 2001

Le personnel non cadre travaillant au sein des services administratifs des différents Etablissements de la Société bénéficiera d'une réduction du temps de travail combinant :

- Une réduction du temps de travail hebdomadaire (37 heures de travail effectif par semaine).
- Et l'octroi de 12 jours de repos sur l'ensemble de l'année

- Application journée de solidarité

**Réduction d'un jour de RTT sur les droits acquis de jours de RTT (soit 11 jours pour l'année).**

- **Personnel en modulation**

**Maintenance – Réparation – Montage**

- Rappel de l'accord "35 heures" Schindler de 2001

Organisation du travail sur la base d'une modulation de la durée du travail sur l'année comprenant :

- des semaines de 5 jours de travail
- des semaines de 4 jours de travail

Chaque journée de travail génère un droit de 1/9 de RTT

- Application journée de solidarité

**Réduction d'un jour de RTT sur les droits acquis de jours de RTT**

**Techniciens d'Etudes MDC**

- Rappel de l'accord "35 heures" Schindler de 2001

L'organisation du travail permet pour le personnel technicien Bureau d'Etudes visé au présent article, une répartition du temps de travail sur des semaines de 5, 4.5, 4 ou 3 jours, en fonction des fluctuations d'activité afin d'être à même de répondre aux exigences de nos clients, tout en maintenant une possibilité d'ouverture maximum du lundi au vendredi (maximum 5 jours / semaine).

- Application journée de solidarité

**La modalité sera intégrée à la négociation annuelle relative à l'organisation du travail dans la programmation indicative des temps de travail sur l'année.**

- **Cadres au forfait jours**

- Rappel de l'accord "35 heures" Schindler de 2001

Les cadres dont la durée du travail ne peut être prédéterminée du fait de la nature de leurs fonctions, des responsabilités qu'ils exercent et du degré d'autonomie dont ils disposent dans l'organisation de leur emploi du temps sont concernés par des conventions individuelles de forfait jours sur l'année.

- Application journée de solidarité

**Par effet automatique de la loi, le forfait jours conventionnel de 215 jours est passé à 216 jours.**

**Les droits acquis de jours de RTT seront réduits d'1 jour sur la paie du mois de janvier 2017 (soit 10 jours pour l'année).**

- **Salariés à temps partiel**

La limite de 7 heures est réduite proportionnellement à la durée contractuelle comme suit :

7 heures x temps partiel / 35 heures

Ex. : Temps partiel sur 4 jours  
=  $7 \times 28/35 = 5$  heures 60 centièmes

Chaque salarié travaillera un jour précédemment non travaillé avant fin décembre 2017.  
Ce jour sera positionné en accord avec la hiérarchie.

- **Personnel entré ou sorti en cours d'année**

Salarié embauché en cours d'année :

Aucune contribution ne sera demandée au salarié entré en cours d'année s'il a justifié de la contribution qu'il aura fait dans son ancienne entreprise par un document officiel de celle-ci.

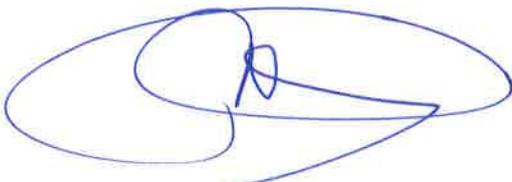
Salarié ayant quitté l'entreprise en cours d'année :

Tout salarié quittant l'entreprise pourra obtenir sur demande faite au service paie une attestation justifiant de sa contribution à la journée de solidarité pour l'année en cours.

Le CCE consulté sur ces mesures le 25 novembre 2016 a émis un avis défavorable.

Ce procès verbal de désaccord constaté pour l'application de la journée de solidarité en 2017 sera déposé en deux exemplaires, dont un exemplaire électronique auprès de la DIRECCTE d'Ile de France.

Fait à Vélizy, le 25 novembre 2016.



François LUCAS,  
Directeur des Ressources Humaines